

Financement des innovations et du développement des programmes scolaires dans les Ecoles européennes

Conseil supérieur des Ecoles européennes

Réunion des 26 & 27 Janvier 2000 à Bruxelles

L'examen de ce document a été reporté lors du dernier Conseil supérieur d'octobre 1999 (ancienne référence: 1999-D-79)

1.0 Objet

A la demande du Conseil d'inspection, le Conseil supérieur d'avril 1998 a créé un groupe de travail chargé d'explorer les moyens de favoriser les innovations et le développement des programmes scolaires, dans le cadre du budget actuel si possible. Toute proposition dont la mise en application nécessite des crédits supplémentaires doit être approuvée par le Conseil supérieur.

Les inspecteurs souhaitent réaliser leur ambition de faire des écoles de véritables laboratoires pédagogiques, ce qui pour l'instant n'est que partiellement le cas. Une enquête préliminaire menée auprès des écoles a fait apparaître toute une série d'initiatives en puissance dont la mise en oeuvre est freinée par le manque de moyens financiers (voir Annexe A).

Un financement de ce genre permettrait le lancement de projets pilotes, y compris, par exemple, les possibilités en matière de programmes scolaires envisagées par le groupe qui se penche sur l'Avenir des Ecoles.

2.0 Gestion financière

2.1 Modalités budgétaires actuelles

La structure globale du budget figure - à titre d'illustration - à l'Annexe B, alors que la ventilation détaillée des chapitres pertinents, à savoir les chapitres 2 et 3, est reprise à l'Annexe C. D'une manière générale, l'enveloppe budgétaire dont dispose chaque école est répartie par le Conseil supérieur en sept montants ou chapitres, affectés comme suit :

- Chapitre 1 : Traitements et indemnités
- Chapitre 2 : Dépenses de fonctionnement
- Chapitre 3 : Dépenses d'équipement et d'installation
- Chapitre 4 : Dépenses d'installation et de réinstallation des personnels
- Chapitre 5 : Dépenses de créations de postes
- Chapitre 6 : Contribution de l'Ecole de Munich
- Chapitre 7 : Divers [élèves ayant des besoins spécifiques (SEN), frais d'informatique, etc.]

Au sein de chaque chapitre, le montant global est ventilé en sous-totaux affectés à des destinations bien définies. Les virements sont autorisés à l'intérieur d'un chapitre, voire de chapitre à chapitre, sous réserve des dispositions du Règlement financier.

Actuellement, les crédits affectés au matériel pédagogique proviennent essentiellement du chapitre 3 et sont complétés le cas échéant, par les crédits du chapitre 2, dont notamment le 2.2 et le 2.3.

La formule de répartition des crédits entre les différentes matières ou sections linguistiques est variable selon l'école. Ainsi, certaines écoles emploient une méthode purement historique : une base de dotation ayant été fixée dans le temps, chaque dotation reste identique ou est indexée sur un coefficient d'inflation valable pour toutes. Par contre, d'autres écoles procèdent à une évaluation annuelle des dotations, ce qui permet au comité budgétaire de l'école de tenir compte des besoins ou demandes particuliers des professeurs des différentes matières enseignées.

2.2 Propositions

2.2.1 Toutes les écoles devraient passer à la deuxième méthode précisée au point 2.1. Celle-ci n'exclut nullement un élément historique - le minimum nécessaire au fonctionnement - mais elle permet de favoriser l'innovation et l'expérimentation au niveau du comité budgétaire de chaque école.

2.2.2 Il convient d'établir un budget affecté aux innovations en matière de programmes scolaires dont le financement peut difficilement être pris en charge par le budget de chaque école. Il ressort de l'enquête préliminaire relative aux projets éventuels (le détail d'une série de projets de ce genre figure à l'Annexe A) qu'une dotation budgétaire de 50.000 EURO faciliterait la prise en charge d'un nombre non négligeable de projets, tout en garantissant que les crédits limités disponibles à cette fin feront l'objet d'une concurrence saine.

Conformément aux propositions formulées en vue du développement des technologies de l'information et de la communication (TCI - ICT), il convient de mettre en place de nouvelles modalités budgétaires au sein du nouvel article 7.2. créé en janvier 1999 aux fins du développement des programmes scolaires.

3.0 Gestion pédagogique

3.1 Propositions de priorités

Les Inspecteurs doivent se mettre d'accord sur une liste de projets susceptibles de bénéficier d'un soutien financier. Le groupe de travail propose la liste suivante, laquelle s'appuie sur l'observation, sur la lecture des rapports des Inspecteurs, ainsi que sur l'examen des propositions provisoires des écoles :

- 3.1.1 projets destinés à renforcer les liens entre les cycles primaire et secondaire ;
- 3.1.2 projets susceptibles d'intensifier l'emploi par les enseignants des technologies de l'information et de la communication, en tant que partie intégrante de l'enseignement - y compris les projets de formation continue ;
- 3.1.3 mise au point de méthodes d'enseignement et d'apprentissage plus variées, voire plus innovatrices ;
- 3.1.4 favoriser la conscience européenne chez les élèves ;
- 3.1.5 développement des programmes des différentes matières - à savoir, encourager le développement de programmes existants et nouveaux - par exemple, pour les études complémentaires ;
- 3.1.6 projets en provenance d'autres écoles.

3.2 Groupe directeur

Il faut faire preuve de finesse en gérant un budget affecté aux initiatives en matière de programmes scolaires :

favoriser les innovations au sein des écoles, tout en veillant à assurer l'efficacité du contrôle global de celles-ci.

- 3.2.1 A cet effet, il convient de créer un groupe directeur central, dont le mandat serait de prendre en main la gestion de l'ensemble du processus, allant des soumissions faites par les écoles aux recommandations à présenter au CIM. La composition du groupe pourrait être la suivante :
- un inspecteur du primaire
 - un inspecteur du secondaire
 - un directeur
 - un enseignant
 - le BRCS
- Le groupe serait habilité à coopter d'autres experts susceptibles de lui fournir des conseils pour des projets bien précis.
- 3.2.2 Le groupe directeur mettrait au point un formulaire de demande type, lequel s'inspirerait du formulaire Comenius de la DG XXII, tout en étant beaucoup plus court et simple.
- 3.2.3 A l'initiative des Directeurs, les écoles inviteraient les enseignants à faire des soumissions, compte tenu des priorités précisées sous le point 3.1. ci-avant. Les Ecoles seraient libres d'opérer un choix parmi les soumissions : le cas échéant, les enseignants, les élèves et les parents pourraient y participer. Chaque école serait tenue de dresser une liste de projets présélectionnés en vue de sa présentation au groupe directeur central.
- 3.2.4 Le groupe directeur proposerait au CIM la sélection, la modification ou le refus des propositions des écoles, sur base de critères établis par ce même groupe directeur. Ceux-ci comprendraient vraisemblablement la portée - en conformité avec la liste de priorités, l'ampleur - comprenant plusieurs classes ou sections, les coûts - d'un bon rapport qualité-prix par rapport à la dotation,... Les crédits ne pourraient être affectés aux décharges d'enseignement, aux recours à des experts externes ni aux conseils du corps enseignants. Le CIM examinerait les propositions présentées, arrêterait une liste de projets retenus et en informerait les écoles.
- 3.2.5 Les Inspecteurs, avec l'aide des écoles, seraient chargés de l'élaboration des moyens permettant de soutenir et d'évaluer les projets et d'en diffuser les résultats. Selon la proposition formulée, deux Inspecteurs, l'un du primaire, l'autre du secondaire, pourraient être associés à chacune des écoles, en vue de favoriser la continuité des contacts. Lors de l'évaluation - tant

sommative que formative - l'autre du secondaire des projets,, l'avis des enseignants, des élèves et des parents pourrait être sollicité.

4.0 Avis des Comités préparatoires

Lors de sa réunion du 11 mars, le Comité pédagogique a accueilli favorablement cette proposition, tout en souhaitant que la gestion administrative reste simple.

Lors de sa réunion des 17 et 18 juin, le Comité administratif et financier a marqué son accord sur la première proposition (2.2.1), selon laquelle les écoles devraient abandonner la méthode historique d'affectation des crédits. Une évaluation périodique des besoins au sein de chaque école représenterait l'occasion d'encourager les innovations en matière budgétaire.

Par contre, le CAF n'est pas convaincu du bien-fondé de la proposition (2.2.2) selon laquelle il convient de créer un nouveau fonds dont la gestion serait confiée à un groupe directeur. En effet, le CAF croit que les écoles devraient faire figurer des projets innovateurs dans leurs projets de budget

ANNEXE A

Exemples de projets soumis par les différentes écoles

1) BERGEN

Collaboration entre sections sur des thèmes de la littérature comparée : étude de mouvements et de genres littéraires de plusieurs pays, ce projet bénéficiant de l'appui de l'Inspecteur français.

Besoins : un jeu de textes

Coût : +/- 1.500 EURO

Foires des sciences dans les cycles primaire et secondaire, en vue de favoriser plus d'expérimentation à tous les niveaux.

Besoins : appareils de laboratoire, matériel d'exposition

Coûts : +/- 2.500 EURO

Mise au point d'un cours d'Euroastronomie en classes S4 + S5

-Le projet de matériel pédagogique est déjà élaboré et un cours pilote a déjà été organisé.

Besoins: frais d'impression interne, équipement simple

Coûts : +/- 2.000 EURO

2) BRUXELLES II

La littérature comme support pédagogique pour l'élargissement de l'enseignement de la L2 dans le cycle primaire

Besoins : textes, prise en charge des frais du projet pilote

Coûts : +/- 1.000 EURO

Passage primaire/secondaire : récolte et collationnement d'exemples de bonnes pratiques en la matière et diffusion auprès des écoles

Besoins : frais de diffusion

Coûts : +/- 1.000 EURO

3) KARLSRUHE

Centre linguistique accessible à tous, destiné à permettre aux élèves de renforcer leurs aptitudes linguistiques en dehors des cours normaux (le centre d'anglais constitue un projet pilote exemplaire)

Besoins : textes, catalogue, équipement audiovisuel, ordinateur personnel (PC)

Coûts : +/- 5.000 EURO

Education environnementale interdisciplinaire. Grâce au volet parascolaire de ce projet, des économies ont déjà pu être réalisées à Karlsruhe (cf. Rapport du Management Inspection)

Besoins: matériel pédagogique, appareils de mesure, etc

Coûts : +/- 2.000 EURO

4) LUXEMBOURG

Centre d'études environnementales pour les classes 1 à 5 du cycle primaire

Besoins: matériel adapté à toutes les classes

Coûts : +/- 7.000 EURO

Acquisition par les élèves du secondaire, de compétences en matière d'information, projet bénéficiant de l'appui du comité de la bibliothèque scolaire, de la direction, de l'association des parents et des bibliothécaires.

Besoins : matériel pédagogique, livres, affiches, matériel audiovisuel, CD-Rom, etc

Coûts : +/- 3.000 EURO

5) MOL

Aménagement de la cour de récréation en vue de favoriser l'apprentissage

Besoins : équipements, peintures, etc

Coûts : +/- 1.000 EURO

Laboratoires de travaux pratiques en sciences pour les classes S 5, 6 & 7

Besoins : matériel

Coûts: +/- 8.000 EURO

Manuel sur les ressources locales destiné aux enseignants

Besoins : coûts de réalisation

Coûts : +/- 2.000 EURO